

CANADA - MESURES VISANT LES EXPORTATIONS  
DE PRODUITS LAITIERS

Demande d'établissement d'un groupe spécial  
présentée par la Nouvelle-Zélande

La communication ci-après, datée du 12 mars 1998 et adressée par la Mission permanente de la Nouvelle-Zélande au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Les autorités de mon pays m'ont chargé de présenter au nom de la Nouvelle-Zélande la demande ci-après, afin qu'elle soit examinée à la prochaine réunion de l'Organe de règlement des différends.

Le gouvernement canadien accorde, à l'exportation de produits laitiers, des subventions qui sont incompatibles avec ses engagements de réduction des subventions à l'exportation et les autres engagements qu'il a contractés dans le cadre de l'OMC en vertu de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994). Le programme de subventions en question est plus connu sous le nom de programme des classes spéciales de lait. Le fondement et les détails de ce programme sont indiqués dans les documents ci-après, qui ne sont pas nécessairement les seuls textes pertinents:

- i) la Loi sur la Commission canadienne du lait;
- ii) l'Accord général sur un fonds commun pour les classes spéciales de lait (Accord P9);
- iii) le Plan national de commercialisation du lait;
- iv) l'Accord sur un fonds commun pour toutes les classes de lait (Accord P6); et
- v) l'Accord sur un fonds commun des provinces de l'Ouest pour le lait (Accord P4).

La Nouvelle-Zélande considère que le programme des classes spéciales de lait mentionné ci-dessus est incompatible avec les obligations résultant pour le Canada des dispositions suivantes:

- i) articles 3, 8, 9 et 10 de l'Accord sur l'agriculture; et
- ii) article X:1 du GATT de 1994.

Dans une communication datée du 29 décembre 1997 (WT/DS113/1), le gouvernement néo-zélandais a demandé l'ouverture de consultations avec le gouvernement canadien, conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, à l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture et à l'article XXII:1 du GATT de 1994, au sujet du programme canadien des classes spéciales de lait. Des consultations ont eu lieu le 28 janvier 1998, mais elles n'ont pas permis de régler le différend.

En conséquence, la Nouvelle-Zélande a l'honneur de demander l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et à l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture; ce groupe serait chargé d'examiner les mesures en question et serait doté du mandat type énoncé à l'article 7 du Mémorandum d'accord.

Comme il est indiqué ci-dessus, la Nouvelle-Zélande souhaite que cette demande d'établissement d'un groupe spécial soit examinée à la prochaine réunion de l'Organe de règlement des différends.

---